

**Offre publique d'acquisition**

par

**OEP 80 B.V., Amsterdam, Pays-Bas****pour toutes les actions nominatives en mains du public d'une  
valeur nominale de CHF 10.00 chacune**

de

**Cicor Technologies SA, Boudry, Suisse**

**Prix de l'Offre:** CHF 55.17 net en espèces (le "**Prix de l'Offre**") par action nominative de Cicor Technologies SA ("**Cicor**" ou la "**Société**") d'une valeur nominale de 10.00 francs suisses ("**CHF**") chacune (chacune étant une "**Action Cicor**").

Le Prix de l'Offre sera réduit du montant brut de tout effet dilutif concernant les Actions Cicor avant l'exécution ("**l'Exécution**", et la date à laquelle l'Exécution aura lieu, la "**Date de l'Exécution**") de l'offre publique d'acquisition (*öffentliches Kaufangebot*) décrite dans le présent Prospectus d'Offre ("**l'Offre**"), comme indiqué à la section 3.3 (*Prix de l'Offre*).

**Période d'Offre:** Prévu de 6 janvier 2025 au 31 janvier 2025, 16h00 heure d'Europe centrale ("**HEC**") (sous réserve de prolongation).

	Numéro de valeur	ISIN	Symbole
Actions nominatives de Cicor Technologies SA	870219	CH0008702190	CICN

Conseiller financier et Offer Manager

**Helvetische Bank AG**Prospectus d'Offre en date du 12 décembre 2024 (le "**Prospectus d'Offre**").

## 1. RESTRICTIONS À L'OFFRE

### En général

L'Offre annoncée ici n'est faite ni directement ni indirectement dans des Etats ou juridictions dans lesquels/lesquelles une telle Offre serait illicite ou enfreindrait les lois ou réglementations en vigueur, ou qui exigerait d'OEP 80 B.V. ("**I'Offrant**"), d'OEP VIII GP, LLC. ou de toute entité directement ou indirectement contrôlée et/ou gérée par OEP VIII GP, LLC. (le "**Groupe de I'Offrant**") une modification des termes ou des conditions de l'Offre, la formulation d'une demande supplémentaire ou des démarches supplémentaires auprès d'autorités étatiques ou autres autorités administratives ou de régulation. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre à de tels Etats ou à de telles juridictions. La documentation relative à l'Offre ne doit pas être distribuée ni envoyée dans de tels Etats ou juridictions. Cette documentation ne doit pas être utilisée pour solliciter l'acquisition de titres de participation de la Société de quiconque dans ces Etats ou juridictions.

Selon le droit suisse, les Actions Cicor présentées à l'acceptation dans le cadre de l'Offre ne peuvent être retirées que dans certaines circonstances, en particulier si une offre concurrente est lancée pour les Actions Cicor.

### Notice to U.S. Holders

The Offer is being made for certain registered shares of Cicor Technologies SA (the "**Company**"), a Swiss stock corporation (*Aktiengesellschaft*) whose shares are listed on the SIX Swiss Exchange, and is subject to Swiss disclosure and procedural requirements, which are different from those of the United States of America (the "**U.S.**"). The Offer is subject to the requirements of Section 14(e) of, and Regulation 14E under, the U.S. Securities Exchange Act of 1934, as amended (the "**U.S. Exchange Act**"), including amendments to the terms and conditions of the Offer, extensions of the Offer, purchases outside of the Offer and minimum Offer Period, and is otherwise being made in accordance with the requirements of Swiss law. Accordingly, the Offer is subject to disclosure and other procedural requirements, including with respect to withdrawal rights, settlement procedures and timing of payments that are different from those applicable under U.S. tender offer procedures and laws. Holders of Company Shares resident in the U.S. (each a "**U.S. Holder**") are urged to read this Offer Prospectus which is available at

<https://www.takeover.ch/> and consult with their own legal, financial and tax advisors regarding the Offer.

It may be difficult for U.S. Holders to enforce their rights and any claim arising out of U.S. securities laws, since the Offeror and the Company are located in a non-U.S. jurisdiction, and some or all of their officers and directors may be residents of a non-U.S. jurisdiction. U.S. Holders may not be able to sue a non-U.S. company or its officers or directors in a U.S. or non-U.S. court for violations of the U.S. securities laws. Further, it may be difficult to compel a non-U.S. company and its affiliates to subject themselves to a U.S. court's judgment.

The receipt of cash pursuant to the Offer by a U.S. Holder may be a taxable transaction for U.S. federal income tax purposes and under applicable U.S. state and local laws, as well as foreign and other tax laws. Each U.S. Holder is urged to consult his or her independent professional advisor immediately regarding the U.S. tax consequences of an acceptance of the Offer.

The information contained in this Offer Prospectus has not been reviewed or authorized by the U.S. Securities and Exchange Commission (the "**SEC**"). Neither the SEC nor any securities commission of any State of the U.S. has (a) approved or disapproved of the Offer; (b) passed upon the merits or fairness of the Offer; or (c) passed upon the adequacy or accuracy of the disclosure in this Offer Prospectus. Any representation to the contrary is a criminal offence in the U.S.

### **United Kingdom**

The communication of this Offer Prospectus is not being made by, and has not been approved by, an authorised person for the purposes of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000. In the United Kingdom ("**U.K.**"), this communication and any other offer documents relating to the Offer is/will be directed only at persons (i) who have professional experience in matters relating to investments falling within Article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (the "**Order**"), (ii) falling within article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations, etc.") of the Order or (iii) to whom an invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of Section 21 of Financial Services and Markets Act 2000) in connection with the offer to purchase securities may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as "**relevant persons**"). No communication in respect of the Offer must be acted on or relied on by persons

who are not relevant persons. The Offer and any investment or investment activity to which this Offer relates is available only to Relevant Persons and will be engaged in only with Relevant Persons.

### **Australia, Canada and Japan**

The Offer is not addressed to shareholders of the Company whose place of residence, seat or habitual abode is in Australia, Canada or Japan, and such shareholders may not accept the Offer.

### **Déclarations prospectives**

Ce Prospectus d'Offre contient des déclarations qui sont, ou peuvent être considérées comme, des déclarations prospectives. Dans certains cas, ces déclarations prospectives peuvent être identifiées par l'utilisation d'une terminologie prospective, y compris les mots "vise", "croit", "estime", "anticipe", "s'attend", "a l'intention", "peut", "sera", "planifie", "devrait" ou une terminologie similaire. Ces déclarations prospectives comprennent ou décrivent des questions qui ne sont pas des faits historiques ou qui ne peuvent pas être prouvées par référence à des événements passés. De par leur nature, les déclarations prospectives impliquent des risques connus et inconnus et des incertitudes parce qu'elles se rapportent à des événements et/ou dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir.

## 2. CONTEXTE DE L'OFFRE

L'Offrant est une société de droit néerlandais dont le siège social est situé à Amsterdam. L'Offrant est une filiale indirecte de OEP VIII GP, LLC., comme décrit plus en détail à la section 4 (*Informations concernant l'Offrant*).

Cicor est une société anonyme (*Aktiengesellschaft*) de droit suisse, dont le siège social est situé à Boudry, en Suisse. Les actions de Cicor sont cotées à la SIX Swiss Exchange ("**SIX**") (Numéro de valeur: 870219, ISIN: CH0008702190, symbole: CICH). Cicor, avec ses filiales directes et indirectes (le "**Groupe Cicor**"), est un fournisseur mondial de solutions électroniques à cycle complet, de la recherche et du développement à la fabrication et à la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les quelque 3,350 employés de Cicor, répartis sur 20 sites, sont au service des entreprises leaders des secteurs médical, industriel, aérospatial et de la défense. Cicor combine des solutions de développement spécifiques aux clients, des composants de haute technologie et la fabrication d'appareils électroniques.

L'Offrant effectue l'Offre en raison du dépassement du seuil de propriété déclenchant une offre obligatoire (33.33% des droits de vote de toutes les Actions Cicor) à la suite de la conversion MCNs de l'Offrant (tel que défini ci-dessous) et n'a pas l'intention de détenir la totalité des Actions Cicor ou de décaler la Société, comme décrit plus en détail à la section 6.3 (*Intentions de l'Offrant concernant Cicor*).

## 3. L'OFFRE

### 3.1 Annonce préalable

L'Offre a fait l'objet d'une annonce préalable par l'Offrant conformément aux articles 5 et suivants de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition (*Verordnung der Übernahmekommission über öffentliche Kaufangebote vom 21. August 2008* (SR 954.195.1)) ("**OOPA**"). L'annonce préalable ("**l'Annonce Préalable**") a été publiée le 9 décembre 2024 en allemand, en français et en anglais sur le site Internet de la Commission des OPA (la "**COPA**") (<https://www.takeover.ch/>) et sur le site internet de <https://www.cicor-offer.ch/>, et a été diffusé d'une autre manière conformément à l'OOPA avant l'ouverture du négoce à SIX le 9 décembre 2024.

### 3.2 Objet de l'Offre

Sous réserve de ce qui suit et des restrictions de l'Offre énoncées ailleurs dans le présent Prospectus d'Offre, l'Offre porte sur toutes les Actions Cicor émises et en mains du public, ainsi que sur un maximum de 113,326 Actions Cicor pouvant être émises par Cicor jusqu'à la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation (tel que défini ci-dessous) lors de la conversion des obligations convertibles à conversion forcée conformément au prospectus daté du 3 octobre 2022 (le "**Prospectus MCN**") en circulation (ISIN CH1155135838, *Mandatory Convertible Notes*, les "**MCNs**").

L'Offre ne s'étend pas aux Actions Cicor qui sont détenues, ou qui pourraient être détenues à l'avenir, par (i) le Groupe de l'Offrant, ou par (ii) le Groupe Cicor en tant qu'actions propres, à l'exception d'un total de 30,591 Actions Cicor qui peuvent être transférées jusqu'à la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation (tel que défini ci-dessous) aux membres de la direction de Cicor (la "**Direction**") et autres employés dans le cadre du plan d'options sur actions basé sur la performance (PSOP) existant (tel que défini ci-dessous) et du plan d'actions de performance (PSP) existant (tel que défini ci-dessous).

En outre, l'Offre ne s'étend pas aux MCNs.

Par conséquent, l'Offre porte sur un nombre maximum de 2,534,046 Actions Cicor, calculé comme suit au 11 décembre 2024:

Actions Cicor émises <sup>1</sup>	4,564,946
Actions Cicor détenues par Cicor ou l'une de ses filiales <sup>2</sup>	-307,007
Actions Cicor détenues par l'Offrant <sup>3</sup>	-1,867,810
Nombre maximum d'Actions Cicor pouvant être émises par Cicor jusqu'à la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation lors de la conversion (anticipée) des MCNs en circulation. <sup>4</sup>	+113,326
Nombre maximum d'Actions Cicor pouvant être transférées par Cicor jusqu'à la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation dans le cadre du plan d'options sur actions basé sur la performance <sup>2</sup>	+10,385
Nombre maximum d'Actions Cicor pouvant être transférées par Cicor jusqu'à la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation dans le cadre du plan d'actions de performance <sup>2</sup>	+20,206
<b>Nombre maximum d'Actions Cicor auxquelles l'Offre s'étend</b>	<b>2,534,046</b>

<sup>1</sup> Selon les informations reçues de la Société, y compris les Actions Cicor émises à partir du capital-actions conditionnel de la Société lors de la conversion d'un total de 54,805 MCNs (y compris les MCNs qui n'étaient

pas détenues par l'Offrant) jusqu'au 11 décembre 2024. Conformément aux statuts de Cicor datés du 2 décembre 2024, Cicor disposait à cette date d'un capital-actions conditionnel de CHF 1,183,730, permettant l'émission d'un maximum de 118,373 Actions Cicor en lien avec les droits d'option accordés aux administrateurs, dirigeants, cadres supérieurs et employés de Cicor, soit un capital-actions conditionnel de CHF 1,872,070.00, permettant l'émission d'un maximum de 187,207 Actions Cicor supplémentaires en lien, entre *autres*, avec certains instruments du marché financier, et une marge de fluctuation de capital allant de CHF 34,095,042 (limite inférieure) à CHF 40,914,500 (limite supérieure), permettant l'émission d'un maximum de 681,908 Actions Cicor, mais pas de réduction de capital, jusqu'au 12 avril 2026. Voir la section 6.2(a) pour des informations plus détaillées.

<sup>2</sup> A partir du 11 décembre 2024 selon les informations reçues de la Société.

<sup>3</sup> Au 11 décembre 2024. Le nombre comprend les Actions Cicor acquises lors de la conversion des MCNs de l'Offrant.

<sup>4</sup> Du 11 décembre 2024, selon les informations reçues de la Société, en appliquant le prix de conversion normal conformément au Prospectus MCN.

### 3.3 Prix de l'Offre

Le Prix de l'Offre pour chaque Action Cicor est de CHF 55.17 net en espèces.

Le Prix de l'Offre sera réduit du montant brut de tout effet dilutif concernant les Actions Cicor avant l'Exécution, y compris, sans limitation, les paiements de dividendes et autres distributions de toute nature, les scissions et les spin-offs, les augmentations de capital et la vente d'actions propres, à l'exception de la vente d'un maximum de 30'591 Actions Cicor dans le cadre du plan d'options sur actions basé sur la performance existant et du plan d'actions de performance existant, à un prix d'émission ou de vente par Action Cicor inférieur au Prix de l'Offre, l'achat par la Société ou l'une de ses filiales d'Actions Cicor à un prix d'achat supérieur au Prix de l'Offre, l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'options, de warrants, de titres convertibles ou d'autres droits d'acquérir des Actions Cicor ou d'autres titres de la Société à un prix inférieur à la valeur de marché, et les remboursements de capital sous quelque forme que ce soit.

Le Prix de l'Offre est égal au cours moyen calculé en fonction des volumes de toutes les transactions en Actions Cicor exécutées à la SIX pendant les soixante (60) jours de bourse (chacun étant un "**Jour de Bourse**") précédant la date de l'Annonce Préalable (soit CHF 55.17).

La médiane mensuelle du volume quotidien des transactions ("**VWAP**") sur les Actions Cicor à la SIX a été égale ou supérieure à 0.04% de la fraction librement négociable (free float) pendant au moins dix (10) des douze (12) mois complets précédant la date de l'Annonce Préalable. En conséquence, les Actions Cicor sont considérées comme liquides conformément à la Circulaire

COPA n° 2 : Liquidité au sens du droit des OPA) de la COPA du 26 février 2010. Par conséquent, le VWAP constitue la base du prix minimum et l'évaluation des actions par l'organe de contrôle conformément à l'art. 42 para. 4 OIMF-FINMA n'est pas nécessaire.

Évolution historique du cours de l'Action Cicor depuis 2020:

	2020	2021	2022	2023	2024**
Haut*	CHF 63.80	CHF 64.60	CHF 56.80	CHF 51.60	CHF 60.00
Bas*	CHF 29.50	CHF 45.70	CHF 40.60	CHF 41.90	CHF 49.00

\* Prix de clôture quotidien en CHF, Source: SIX Swiss Exchange

\*\* Du 1er janvier 2024 au 6 décembre 2024 (le dernier Jour de Bourse avant la date de l'Annonce Préalable), Source : SIX Swiss Exchange

### 3.4 Délai de Carence

S'il n'est pas prolongé par la COPA, un délai de carence de dix (10) Jours de Bourse (le "**Délai de Carence**") courra après la publication du présent Prospectus d'Offre, soit du 13 décembre 2024 au 3 janvier 2025. L'Offre ne peut être acceptée qu'après l'expiration du Délai de Carence.

### 3.5 Période d'Offre

Si le Délai de Carence n'est pas prolongé par la COPA, la période d'offre initiale de vingt (20) Jours de Bourse devrait commencer le 6 janvier 2025 et se terminer le 31 janvier 2025, à 16h00 HEC (la "**Période d'Offre**").

Les détenteurs d'Actions Cicor peuvent apporter leurs Actions Cicor à tout moment pendant la Période d'Offre, sous réserve de l'éventualité d'une prolongation de la Période d'Offre conformément au paragraphe suivant.

L'Offrant se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre une ou plusieurs fois jusqu'à un maximum de quarante (40) Jours de Bourse à compter du début de l'Offre ou, avec l'approbation de la COPA, au-delà de quarante (40) Jours de Bourse. En cas de prolongation, le début du Délai Supplémentaire d'Acceptation (tel que défini ci-dessous) et le Date de l'Exécution seront reportés en conséquence.



### 3.6 Délai Supplémentaire d'Acceptation

Après l'expiration de la Période d'Offre, il y aura un délai supplémentaire d'acceptation de dix (10) Jours de Bourse pour l'acceptation ultérieure de l'Offre (le "**Délai Supplémentaire d'Acceptation**"). Si le Délai de Carence n'est pas prolongé par la COPA et si la Période d'Offre n'est pas prolongée, le Délai Supplémentaire d'Acceptation devrait commencer le 7 février 2025 et se terminer le 20 février 2025, à 16h00 HEC.

### 3.7 Conditions de l'Offre

L'Offre est soumise aux conditions énoncées ci-dessous (chacune étant une "**Condition de l'Offre**"). La période pendant laquelle chacune des Conditions de l'Offre sera en vigueur et produira ses effets est décrite ci-dessous.

- (a) Approbation de l'offre publique d'acquisition: Toutes les périodes d'attente applicables à l'exécution de l'offre obligatoire par l'Offrant auront expiré ou se seront terminées et toutes les autorités et, le cas échéant, les tribunaux de toutes les juridictions auront approuvé ou autorisé ou, selon le cas, n'auront pas interdit ou objecté à l'Offre par l'Offrant ou à son Exécution.
- (b) Absence d'injonction ou d'interdiction : Aucun jugement, sentence, décision, ordonnance ou autre mesure faisant autorité n'aura été rendu de manière temporaire ou permanente, en tout ou en partie, empêchant, interdisant ou déclarant illicite l'Offre, son acceptation, l'Exécution ou l'acquisition de toute action de la Société par l'Offrant.

### 3.8 Renonciation aux Conditions de l'Offre

L'Offrant se réserve le droit de renoncer, en tout ou en partie, à une ou plusieurs des Conditions de l'Offre, dans la mesure où le droit suisse le permet.

### 3.9 Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution

Les conditions de l'Offre restent en vigueur jusqu'à l'Exécution.

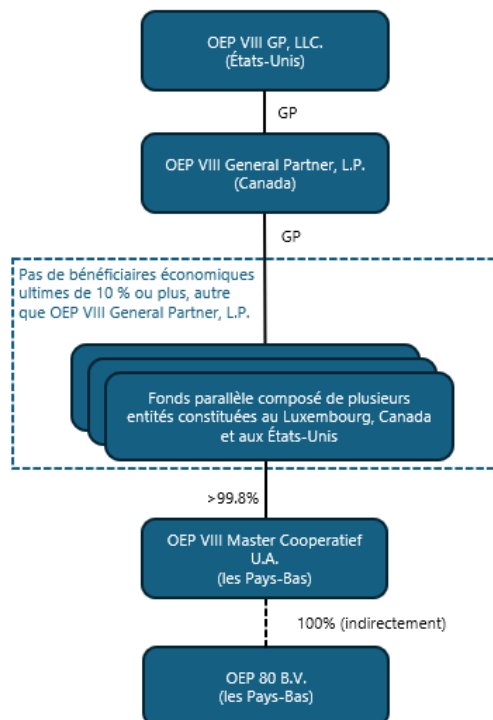
Si la condition (a) de l'Offre n'a pas été remplie ou n'a pas fait l'objet d'une renonciation à la Date de l'Exécution prévue, l'Offrant est tenu de reporter l'Exécution pour une période maximale de quatre mois après l'expiration du Délai Supplémentaire d'Acceptation (le "**Report**"). Si la

condition (b) de l'Offre n'a pas été rempli ou n'a pas fait l'objet d'une renonciation à la Date de l'Exécution prévue, l'Offrant est en droit de déclarer que l'Offre n'a pas abouti ou de prononcer un report. Pendant le Report, l'Offre reste soumise aux conditions de l'Offre (a) et (b). À moins que l'Offrant ne demande, et que le COPA n'approuve, un report supplémentaire de l'Exécution, l'Offre sera considérée comme ayant échoué si cette Condition de l'Offre n'a pas été satisfaite ou n'a pas fait l'objet d'une renonciation au cours du Report.

#### 4. INFORMATIONS CONCERNANT L'OFFRANT

##### 4.1 Raison sociale, siège, capital, actionnaires et activités commerciales de l'Offrant

L'Offrant est une société de droit néerlandais dont le siège social est situé à Amsterdam. L'Offrant est une filiale indirecte de OEP VIII GP, LLC. Le graphe suivant illustre la structure simplifiée de l'actionnariat, telle qu'elle existe à la date du présent document:



Aucune personne physique ou autre ne contrôle OEP VIII GP, LLC.

L'Offrant dispose d'un capital-actions de CHF 47,427,000 divisé en 47,427,000 actions d'une valeur nominale de CHF 1.00 chacune. Son objet social principal est l'exercice d'activités de holding et de financement.

##### 4.2 Actionnaires dominant directement ou indirectement l'Offrant (art. 19 al. 1 let. c OOPA)

L'Offrant est une filiale indirecte de et est contrôlé par OEP VIII GP, LLC. OEP VIII GP, LLC.

est une société à responsabilité limitée (*limited liability company*) organisée et existant en vertu des lois de l'État du Delaware, aux États-Unis d'Amérique. OEP VIII GP, LLC. fonctionne comme un partenaire général du Groupe de l'Offrant et est le propriétaire effectif des Actions Cicor détenues par l'Offrant.

Le Groupe de l'Offrant est géré et conseillé par OEP Capital Advisors, L.P., une société de capital-investissement du marché intermédiaire qui gère plus de 10 milliards d'USD d'actifs et qui se concentre sur les regroupements transformationnels dans les secteurs de l'industrie, de la santé et de la technologie en Amérique du Nord et en Europe.

#### **4.3 Personnes agissant de concert avec l'Offrant (art. 19 al. 1 let. d OOPA)**

L'Offrant et tous les membres du Groupe de l'Offrant sont considérés comme des personnes agissant de concert au sens de l'article 11 OOPA. Une liste des principales filiales figure à la section 4.1 (*Raison sociale, siège, capital, actionnaires et activités commerciales de l'Offrant*).

L'Offrant agit de concert avec tous les membres du Groupe de l'Offrant en vue de présenter l'Offre selon l'article 11 OOPA.

L'Offrant n'agit pas de concert avec Cicor dans le cadre de l'Offre.

#### **4.4 Rapport annuel (article 19 al. 1 let. e OOPA)**

Les rapports annuels de l'Offrant pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 peuvent être obtenus gratuitement auprès d'OEP 80 B.V., Eduard van Beinumstraat 30, 1077 CZ Amsterdam, Pays-Bas.

#### **4.5 Participations de l'Offrant dans Cicor (article 19 al. 1 let. f OOPA)**

Le 21 décembre 2021, la Société a conclu un accord de souscription avec l'Offrant concernant l'engagement de l'Offrant à acheter des MCNs convertibles en Actions Cicor au prix de CHF 47.50 par Action Cicor, en vertu duquel l'Offrant a acquis un total de 48,265 MCNs (les "**MCNs de l'Offrant**"), convertibles en 1,016,105 Actions Cicor.

Toutes les Actions Cicor et les MCNs de l'Offrant sont la propriété effective de OEP VIII GP, LLC.

Le 29 novembre 2024, l'Offrant a converti tous les MCNs de l'Offrant, acquérant ainsi

1,016,105 Actions Cicor. Ce qui, en combinaison avec les 851,705 Actions Cicor déjà détenues par l'Offrant au moment de la conversion des MCNs de l'Offrant, a porté la participation totale de l'Offrant et des personnes agissant de concert avec lui à 1,867,810 Actions Cicor, correspondant à (i) 54.76% des Actions Cicor émises, sur la base d'un total de 3,411,169 Actions Cicor émises avant l'inscription des Actions Cicor nouvellement émises au registre du commerce qui a eu lieu le 9 décembre 2024, (ii) 41.01% des Actions Cicor émises, sur la base d'un total de 4,554,337 Actions Cicor émises, telles qu'inscrites au registre du commerce au 11 décembre 2024, et (iii) 39.93% des Actions Cicor émises, sur la base d'un total de 4,678,272 Actions Cicor émises suite à l'inscription au registre du commerce des Actions Cicor qui ont déjà été et seront nouvellement émises lors de la conversion de tous les MCNs en circulation émis par la Société.

#### **4.6 Achats et ventes de titres de participation dans Cicor (article 19 al. 1 let. g OOPA)**

Au cours de la période de 12 mois précédant la date de l'Annonce Préalable, l'Offrant et les personnes agissant de concert avec lui n'ont pas acheté ou vendu d'Actions Cicor. Au cours de la même période, l'Offrant et les personnes agissant de concert avec lui n'ont pas acheté ou vendu d'instruments financiers relatifs aux Actions Cicor.

Veuillez-vous référer à la section 4.5 (*Participations de l'Offrant dans Cicor (article 19 al. 1 let. f OOPA)*) ci-dessus décrivant l'achat de 1,016,105 Actions Cicor par l'Offrant par le biais de la conversion des MCNs de l'Offrant en Actions Cicor le 29 novembre 2024.

### **5. FINANCEMENT DE L'OFFRE (article 20 OOPA)**

L'Offre sera financée par les lignes de crédit existantes et les engagements de capitaux des investisseurs du Groupe de l'Offrant. Comme indiqué à la section 8 (*Rapport de l'Organe de Contrôle en vertu de l'Article 128 de la LIMF*), l'organe de contrôle confirme que l'Offrant a pris les mesures requises afin de garantir que les ressources financières nécessaires soient disponibles à la Date de l'Exécution.

### **6. INFORMATIONS CONCERNANT CICOR**

#### **6.1 Raison sociale, siège, activité commerciale et rapport annuel**

Cicor est une société anonyme suisse (*Aktiengesellschaft*), dont le siège social est situé à

Boudry, en Suisse. Conformément à ses statuts, la société a pour objet principal la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés, ainsi que la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Le Groupe Cicor est un fournisseur mondial de solutions électroniques à cycle complet, de la recherche et du développement à la fabrication et à la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les quelque 3,350 employés de Cicor, répartis sur 20 sites, sont au service des entreprises leaders des secteurs médical, industriel, aérospatial et de la défense. Cicor combine des solutions de développement spécifiques aux clients, des composants de haute technologie et la fabrication d'appareils électroniques.

Les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2023 peuvent être consultés sur le site web de Cicor à l'adresse <https://www.cicor.com/en/investors/reports/>.

Les états financiers semestriels consolidés de la Société pour la période se terminant le 30 juin 2024 peuvent être consultés sur le site web de Cicor à l'adresse <https://www.cicor.com/en/investors/reports/>.

La mise à jour trimestrielle des activités pour la période allant du 1er juillet 2024 au 30 septembre 2024 peut être consulté sur le site web de Cicor à l'adresse <https://www.cicor.com/en/investors/reports/>.

## **6.2 Capital social et options et droits similaires en circulation**

### **(a) Capital social de Cicor**

Selon l'extrait en ligne du registre du commerce du 11 décembre 2024 (dernier Jour de Bourse avant la date publication du Prospectus d'Offre), le capital social de Cicor inscrit au registre du commerce s'élève à CHF 45,543,370.00, divisé en 4,554,337 actions nominatives (*Namenaktien*) d'une valeur nominale de CHF 10.00 chacune. Les Actions Cicor sont cotées à la SIX (sous le numéro de valeur: 870219; ISIN: CH0008702190; symbole: CICN).

Selon les statuts de Cicor dans la version du 2 décembre 2024, Cicor disposait à cette date (i) d'un capital-actions conditionnel de CHF 1,183,730.00 permettant d'émettre jusqu'à 118,373 Actions Cicor par l'exercice de droits d'option accordés aux administrateurs, dirigeants, cadres supérieurs et employés de Cicor selon les plans établis par le conseil d'administration de Cicor (le "**Conseil d'Administration**"), (ii) d'un capital-actions

conditionnel de CHF 1,872,070.00 permettant l'émission d'un maximum de 187,207 Actions Cicor supplémentaires en relation avec des obligations convertibles, des prêts, des options, des warrants ou d'autres instruments du marché financier ou obligations contractuelles de Cicor ou de ses filiales, dont 123,947<sup>1</sup> Actions Cicor sont réservées aux MCNs, et (iii) une marge de fluctuation du capital allant de CHF 34,095,420.00 (limite inférieure) à CHF 40,914,500.00 (limite supérieure), permettant d'émettre jusqu'à 681,908 Actions Cicor, mais pas de réduire le capital social jusqu'au 12 avril 2026.

Selon la Société, Cicor a émis un total de 10,609 Actions Cicor supplémentaires lors de la conversion d'un total de 504 MCNs à partir de son capital-actions conditionnel qui n'étaient pas inscrites au registre du commerce le 11 décembre 2024. Par conséquent, le capital social effectivement émis de Cicor au 11 décembre 2024 s'élevait à CHF 45,649,460.00, divisé en 4,564,946 Actions Cicor.

Selon la Société, au 11 décembre 2024, la Société a 5,383 MCNs en circulation, qui, si elles étaient converties, entraîneraient l'émission d'un maximum de 113,326 Actions Cicor à partir du capital social conditionnel de Cicor (lors de l'application du prix de conversion régulier conformément au Prospectus MCN; conformément aux conditions énoncées dans le Prospectus MCN, les MCNs peuvent être convertis à un prix de conversion ajusté conformément à la formule énoncée dans le Prospectus MCN). Conformément au Prospectus MCN, chaque MCNs en circulation sera converti de manière forcée le 21 janvier 2027, à moins qu'il n'ait été précédemment converti, acheté ou annulé par Cicor.

Au 11 décembre 2024 (dernier Jour de Bourse avant la publication de ce Prospectus d'Offre), Cicor et ses filiales directes et indirectes détenaient, selon Cicor, 307,007 Actions Cicor propres (correspondant à environ 6.73% du capital social effectivement émis de Cicor à cette date).

(b) Options et droits similaires en circulation

Cicor a des MCNs en circulation, ainsi que des plans d'incitation à long terme pour les

---

<sup>1</sup> En raison de l'arrondissement vers le bas du nombre calculé d'Actions Cicor pouvant être émises lors de la conversion des MCNs, comme stipulé dans le Prospectus MCN, le nombre d'Actions Cicor effectivement émises lors de la conversion des MCNs peut être inférieur au nombre d'Actions Cicor réservées pour les MCNs en vertu des statuts de Cicor.

employés, notamment plan d'options sur actions basé sur la performance, un plan d'actions de performance et un plan d'incitation pour la direction. Pour plus d'informations sur les options et les droits similaires attribués dans le cadre de ces plans, nous renvoyons au rapport du conseil d'administration voir section 9 (*Rapport du conseil d'administration de Cicor Technologies SA, conformément à l'article 132 de la LIMF*) et au rapport annuel de Cicor pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 à la page 82-90.

### **6.3 Intentions de l'Offrant concernant Cicor**

L'Offrant a entièrement converti les MCNs de l'Offrant le 29 novembre 2024. Suite à la conversion, l'Offrant détient une participation de 1,867,810 Actions Cicor correspondant à (i) 54.76% des Actions Cicor émises, sur la base d'un total de 3,411,169 Actions Cicor émises avant l'inscription des Actions Cicor nouvellement émises au registre du commerce qui a eu lieu le 9 décembre 2024, (ii) 41.01% des Actions Cicor émises, sur la base d'un total de 4,554,337 Actions Cicor émises, telles qu'inscrites au registre du commerce au 11 décembre 2024, et (iii) 39.93% des Actions Cicor émises, sur la base d'un total de 4,678,272 Actions Cicor émises suite à l'inscription au registre du commerce des Actions Cicor qui ont déjà été et seront nouvellement émises lors de la conversion de tous les MCNs en circulation émis par la Société.

En raison du dépassement du seuil de propriété déclenchant une offre obligatoire (33.33% des droits de vote de toutes les Actions Cicor) suite à la conversion des MCNs de l'Offrant, l'Offrant soumet l'Offre. L'Offrant n'a pas l'intention de détenir la totalité des Actions Cicor ou de décaler la Société. Toutefois, si l'Offrant détient à tout moment plus de 90% des Actions Cicor, il se réserve le droit d'initier *un squeeze-out merger*, dans le cadre de lequel les actionnaires minoritaires restants seraient indemnisés (comme décrit ci-dessous).

### **6.4 Squeeze-out**

Dans le cas peu probable où l'Offrant détiendrait plus de 98% des droits de vote de la Société après l'Exécution, l'Offrant a l'intention de demander l'annulation des Actions Cicor encore détenues par le public, conformément à l'article 137 de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (*Bundesgesetz über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel* (SR 958.1; "**LIMF**"). Cependant, ce n'est pas



l'événement que l'Offrant vise.

Dans le cas peu probable où l'Offrant détiendrait entre 90% et 98% des droits de vote de la Société après l'Exécution, l'Offrant se réserve le droit de soumettre à l'assemblée générale de la Société une proposition visant à fusionner la Société avec une société suisse contrôlée directement ou indirectement par l'Offrant, dans chaque cas conformément à l'article 8 al. 2 et à l'article 18 al. 5 de la loi sur la fusion (*Bundesgesetz über Fusion, Spaltung, Umwandlung und Vermögensübertragung* (SR 221.301; la "**Loi sur la fusion**"), en vertu de laquelle les actionnaires publics restants de Cicor seraient indemnisés (en espèces ou autrement) et ne recevraient pas d'actions de la société survivante. Les conséquences fiscales suisses d'une fusion avec retrait obligatoire peuvent, en fonction de la structure de la fusion avec retrait obligatoire, être considérablement plus défavorables pour les personnes physiques qui ont leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent les Actions Cicor dans leur fortune privée (*Privatvermögen*), et potentiellement aussi pour les investisseurs étrangers, par rapport aux conséquences fiscales d'une acceptation de l'Offre (voir ci-dessous la section 12 (*Coûts et Frais; Fiscalité; Conséquences Fiscales Générales pour les Actionnaires Acceptants et Non Acceptants*)).

Si l'Offrant détient moins de 90% des droits de vote de Cicor après l'Exécution, l'Offrant se réserve le droit, selon les circonstances, d'acheter des Actions Cicor supplémentaires.

## **6.5 Décotation**

L'Offrant n'a pas l'intention de décoter la Société. Ce n'est que dans le cas improbable, et notamment involontaire pour l'Offrant, où l'Offrant détiendrait une participation de plus de 90% après l'Exécution ou par la suite, l'Offrant se réserve le droit de soumettre une proposition à l'assemblée générale de la Société afin que cette dernière soumette une demande à SIX Exchange Regulation pour la décotation des Actions Cicor conformément aux règles de cotation de SIX Exchange Regulation (le "**Règlement de Cotation**") et pour une exemption de certaines obligations d'information et de publicité en vertu du Règlement de Cotation jusqu'à la date de décotation de la Société.

## **6.6 Absence d'autres accords**

A l'exception des accords résumés dans ce Prospectus d'Offre, aucun accord relatif à l'Offre

n'existe ou n'existera à la Date d'Exécution, selon le cas, entre les membres concernés du Groupe d'Offrants d'une part, et Cicor, ses filiales directes et indirectes et leurs administrateurs, dirigeants et actionnaires d'autre part.

#### **6.7 Informations confidentielles**

L'Offrant confirme que le Groupe de l'Offrant n'a pas reçu, directement ou indirectement, de Cicor ou de l'une de ses filiales directes ou indirectes, d'informations confidentielles concernant les activités de Cicor qui pourraient influencer de manière significative la décision des destinataires de l'Offre, à l'exception des informations qui ont été ou sont rendues publiques dans le présent Prospectus d'Offre et le rapport du conseil d'administration de Cicor (voir la section 9 (*Rapport du conseil d'administration de Cicor Technologies SA, conformément à l'article 132 de la LIMF*)).

### **7. PUBLICATIONS**

Le présent Prospectus d'Offre ainsi que toutes les autres publications légales de l'Offrant en relation avec l'Offre seront publiés sur <https://www.takeover.ch/> et sur <https://www.cicor-offer.ch/> soumis sous forme électronique aux principaux médias suisses, aux principales agences de presse actives en Suisse, aux principaux médias électroniques qui diffusent des informations boursières au sens de la Circulaire COPA no.4: Communication aux principaux médias (*UEK-Rundschreiben Nr. 4: Zustellung an die bedeutenden Medien*) et à la COPA. Ce Prospectus d'Offre sera publié le 12 décembre 2024 avant l'ouverture du négoce à la SIX.

Ce Prospectus d'Offre peut être obtenu sans délai et gratuitement en allemand, français et anglais auprès de Helvetische Bank AG, Seefeldstrasse 215, 8008 Zurich (par e-mail à [prospectus@helvetischebank.ch](mailto:prospectus@helvetischebank.ch) ou par téléphone au +41 44 204 56 19).

## **8. RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE EN VERTU DE L'ARTICLE 128 DE LA LIMF**

### **Rapport de l'organe de contrôle conformément à l'art. 128 de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF)**

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu au sens de la LIMF pour la vérification d'offres publiques d'acquisition, nous avons procédé au contrôle du prospectus d'offre de OEP 80 BV, Amsterdam, les Pays-Bas ("l'offrant"). Le rapport du Conseil d'administration de la société visée et la fairness opinion de IFBC AG n'ont pas fait l'objet de notre examen.

L'offrant est responsable de l'établissement du prospectus d'offre. Notre mission consiste à vérifier et évaluer ledit prospectus. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe pas de circonstances incompatibles avec notre indépendance.

Notre contrôle a été effectué conformément à la Norme d'audit suisse 880 selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 128 LIMF doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du prospectus d'offre selon la LIMF et ses ordonnances soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les chiffres 3 à 6 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que les chiffres 1 à 2. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LIMF et ses ordonnances ont été respectées. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour notre opinion.

Selon notre appréciation

1. l'offrant a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis soient disponibles au jour de l'exécution;
2. la Best Price Rule a été respectée jusqu'à la publication du prospectus d'offre.

D'autre part, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que:

3. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée;
4. le prospectus d'offre n'est pas exhaustif et exact;
5. le prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF et ses ordonnances ;
6. les dispositions relatives aux effets de l'annonce préalable de l'offre n'ont pas été respectées.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (fairness opinion) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Zurich, le 11 décembre 2024

BDO SA

Marcel Jans

Partner

Klaus Krohmann

Partner

## 9. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CICOR TECHNOLOGIES LTD. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 132 LIMF (art. 30 OOPA)

Le conseil d'administration de Cicor Technologies SA (le "**Conseil d'Administration**"), domiciliée à Boudry, Suisse ("**Cicor**" ou la "**Société**", et avec ses filiales le "**Groupe Cicor**"), prend position par la présente, conformément à l'article 132 al. 1 de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers ("**LIMF**") et aux articles 30-32 de l'Ordonnance sur les offres publiques d'acquisition (l'"**Offre**") de OEP 80 B.V., dont le siège est à Amsterdam, Pays-Bas (l'"**Offrant**" ou "**OEP**" et, avec sa société mère ultime et ses filiales, le "**Groupe de l'Offrant**"), sur toutes les actions nominatives de la Société détenues par le public, d'une valeur nominale de CHF 10 chacune (chaque action étant une "**Action Cicor**").

### 9.1 Recommandation

Sur la base d'un examen approfondi de l'Offre et en tenant compte de la *fairness opinion* d'IFBC AG, Zurich ("**IFBC**"), qui fait partie intégrante du présent rapport, le Conseil d'Administration (à l'exclusion de Konstantin Ryzhkov, qui n'a pas participé à la discussion et à la résolution en raison d'un conflit d'intérêts potentiel, voir Section 9.4(a)), a décidé à l'unanimité de recommander aux actionnaires de Cicor (les "**Actionnaires de Cicor**") de ne pas accepter l'Offre. Outre les raisons évoquées ci-dessous, le Conseil d'Administration considère l'Offre comme une étape technique résultant de la conversion des MCNs. Cette étape ne vise pas, comme indiqué dans le prospectus, à privatiser la Société. Par conséquent, le Conseil d'Administration s'est également abstenu de toute action qui pourrait rendre l'Offre plus difficile.

### 9.2 Raison d'être

- (a) Le Prix de l'Offre ne reflète pas la valeur réelle de la Société.

Le prix offert par l'Offrant est de CHF 55.17 net par Action Cicor (le "**Prix de l'Offre**").

Le Conseil d'Administration est d'avis que le prix offert par l'Offrant pour l'Action Cicor ne reflète pas la valeur réelle de la Société. Cicor est l'une des entreprises EMS les plus performantes en Europe, tant en termes d'EBITDA que de croissance du chiffre d'affaires. Malgré un environnement économique difficile, Cicor a gagné des parts de marché.

Ces dernières années, Cicor s'est concentrée sur les secteurs verticaux de l'aérospatiale et

de la défense, de l'industrie et du médical. La Société a acquis une position de leader dans le secteur de l'aérospatiale et de la défense au Royaume-Uni et fait partie des quatre plus grands fournisseurs du secteur médical en Europe. Dans l'ensemble, Cicor est l'un des dix principaux fournisseurs EMS en Europe.

Avec sa Stratégie 2028, annoncée le 5 novembre 2024, Cicor a tracé une voie claire pour atteindre ses objectifs financiers, notamment un chiffre d'affaires supérieur à CHF 1 milliard et une performance de l'EBITDA de 10 à 13%. Les objectifs des périodes stratégiques précédentes dans les plans 2017-2022 et 2022-2024 ont été pleinement atteints, ce qui confère à Cicor de solides antécédents.

Cicor évolue d'un fournisseur de services de fabrication électronique (EMS) vers une organisation de développement et de fabrication sous contrat (CDMO) conformément à la stratégie 2028 et occupe ainsi une position unique parmi les entreprises EMS européennes. Le multiple d'EBITDA juste associé pour évaluer la valeur de l'entreprise est de l'ordre de 9-12 au lieu de 7-9 en raison de la capture des parties clés de la chaîne de valeur, du fait d'être le premier fournisseur paneuropéen dans son groupe de pairs et du profil de croissance et de profit.

Les comparaisons avec les concurrents et les rapports d'analystes complets préparés avant l'annonce de la Stratégie 2028 situent la valeur de l'action à CHF 70-75. Compte tenu des raisons mentionnées ci-dessus, le Conseil d'Administration estime que la valeur par Action Cicor déterminée par l'IFBC constitue un prix d'offre raisonnable.

Le Conseil d'Administration a mandaté l'IFBC AG, Zurich (**IFBC**) pour rendre une fairness opinion afin d'évaluer l'adéquation du Prix de l'Offre d'un point de vue financier. Dans son fairness opinion datée du 12 décembre 2024, l'IFBC a déterminé, avec date de référence d'évaluation du 6 décembre 2024 et en appliquant la méthode du discounted cash flow (DCF) comme première méthode d'évaluation, une fourchette d'évaluation de CHF 92.02 à CHF 121.45 et, sous réserve des hypothèses formulées dans son fairness opinion, a conclu que le Prix de l'Offre de CHF 55.17 net par Action Cicor en espèces offert par OEP n'est pas approprié d'un point de vue financier. L'application de la méthode du marché relève une fourchette d'évaluation de l'Action Cicor de CHF 58.87 à CHF 78.79 en ce qui concerne les

trading multiples et de CHF 54.62 à CHF 129.38 pour les transaction multiples et soutient la conclusion à laquelle est arrivée la méthode DCF selon laquelle le Prix de l'Offre ne reflète pas de manière adéquate la valeur des Actions Cicor.

Dans son fairness opinion, l'IFBC a déclaré, entre autres, que le Prix de l'Offre ne correspond qu'à 52.2% du prix équitable déterminé par l'évaluation DCF (CHF 105.67), et se trouve considérablement au-dessous la fourchette d'évaluation résultant de la sensitivity analysis. De plus, le Prix de l'Offre est au-dessous de la fourchette d'évaluation résultant de l'application des trading multiples et ne correspond qu'à 77.5% de la moyenne des valeurs médianes des trading multiples. De surcroît, le Prix de l'Offre est significativement au-dessous la fourchette d'évaluation de l'évaluation des transaction multiples.

La fairness opinion peut être commandée gratuitement en allemand, en français et en anglais auprès de Cicor Technologies SA (par e-mail à: [investor@cicor.com](mailto:investor@cicor.com); par courrier à : Cicor Technologies Ltd, c/o Cicor Management AG, Gebenloostrasse 15, CH-9552 Bronschhofen ; Tel : +41 71 913 73 00) et peut être téléchargé sous <https://cicor.com/oep-tender-offer>.

Même mesuré par rapport au cours actuel de la bourse, le Prix de l'Offre proposé par OEP ne correspond pas à la valeur et au potentiel réels de Cicor. Non seulement le Prix de l'Offre est nettement inférieur à la fourchette d'évaluation de CHF 92.02 à CHF 121.45 par Action Cicor déterminée par l'IFBC, mais il est en outre inférieur au cours de bourse de tous les jours depuis l'annonce préalable de l'Offre.

Le Prix de l'Offre correspond exactement au prix moyen pondéré en fonction du volume des transactions sur les Actions Cicor à la SIX au cours des soixante (60) jours de bourse de la SIX précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre (CHF 55.17), et implique une décote de environ -7.12% par rapport au cours de clôture du dernier jour de bourse précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre (CHF 59.40). En revanche, les primes de marché par rapport au prix de l'action sont considérablement plus élevées dans les offres publiques d'achat visant à acquérir toutes les actions.

Le Prix de l'Offre insuffisamment bas s'explique par le fait que, comme indiqué expressément dans le Prospectus de l'Offre, OEP n'a pas l'intention de reprendre

complètement la Société et n'a pas l'intention de faire en sorte que le plus grand nombre possible d'Actionnaires de Cicor apportent leurs Actions Cicor à l'Offre d'OEP. OEP fait plutôt l'Offre pour se conformer à son obligation statutaire de faire une offre, qui résulte du dépassement du seuil de 33 1/3% des droits de vote de Cicor à la suite de la conversion (anticipée) de ses obligations convertibles obligatoires ("**MCNs**").

Une offre au Prix de l'Offre de CHF 55.17 pourrait empêcher les actionnaires publics de la Société de participer à l'augmentation potentielle du prix de l'Action Cicor. Le comité indépendant du Conseil d'Administration arrive à la conclusion que le Prix de l'Offre ne reflète pas de manière adéquate le potentiel de croissance de la valeur des Actions Cicor. En date du 6 décembre 2024, le cours de clôture des Actions Cicor à la SIX Swiss Exchange s'élevait à CHF 59.40. Le Prix de l'Offre est donc inférieur à ce prix de clôture.

Sur la base de ces considérations et du résultat de l'fairness opinion, le Conseil d'Administration estime que le Prix de l'Offre est trop bas pour recommander aux Actionnaires de Cicor d'accepter l'Offre.



(b) Respect des dispositions relatives au prix minimum

Conformément au droit des sociétés et au droit des offres publiques, le Conseil d'Administration de Cicor est responsable de la sauvegarde des intérêts des actionnaires publics. À cet égard, le Conseil d'Administration doit notamment veiller à ce que le Prix de l'Offre soit conforme aux dispositions légales relatives au prix minimum.

Le prix offert par OEP par Action Cicor est de CHF 55.17. Conformément à la règle légale du prix minimum, le prix offert dans le cadre de l'offre publique d'acquisition doit être au moins égal au prix moyen pondéré en fonction du volume des transactions boursières au cours des 60 derniers jours précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre (le "**Prix de Bourse**") ou au prix le plus élevé payé par l'Offrant et les personnes agissant de concert avec l'Offrant pour les titres de participation de la Société au cours des douze derniers mois (le "**Prix d'Acquisition Précédent**"). Le prix minimum applicable est le plus élevé des deux chiffres de référence, à savoir le Prix de Bourse ou, alternativement, le Prix d'Acquisition Précédent le plus élevé. L'Offrant base le Prix de l'Offre sur la première de ces deux valeurs de référence, étant donné que ni l'Offrant ni aucune personne agissant de concert avec l'Offrant n'a acquis de titres de participation de la Société au cours des douze derniers mois précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre. En particulier, la conversion (anticipée) de l'emprunt à conversion obligatoire de l'Offrant en 1,016,105 Actions Cicor en 29 novembre 2024 ne constitue pas une acquisition au sens de la règle du prix minimum légal.

Etant donné que la médiane mensuelle du volume quotidien des transactions boursières sur les Actions Cicor durant dix des douze mois complets précédant l'Offre était supérieure à 0,04% de la partie négociable du titre de participation (*free float*), les Actions Cicor sont considérées comme liquides au sens de la Circulaire n° 2 de la TOB : Liquidité dans le cadre du droit des OPA du 26 février 2010, et l'Offrant a donc permis de baser le calcul du prix minimum sur le Prix de Bourse.

En l'absence d'événements dilutifs notables dans les douze mois précédant l'Offre, il n'est pas nécessaire d'ajuster le Prix de Bourse.

(c) Création de liquidités et absence de liquidités futures

Il est important de noter que, malgré le Prix de l'Offre insuffisamment bas, l'Offre facilite la création de liquidités qu'il serait autrement difficile d'obtenir sur le marché. Par conséquent, il peut s'avérer difficile pour les Actionnaires de Cicor détenant des participations importantes de vendre leurs Actions Cicor sur le marché dans un délai relativement court. Cela peut être une raison impérieuse pour un actionnaire de Cicor d'accepter l'Offre.

À cet égard, il convient également de noter qu'il n'est pas exclu qu'OEP acquière de nouvelles Actions Cicor sur le marché et élimine ainsi progressivement le flottant. Cela pourrait également avoir pour conséquence que les Actionnaires de Cicor soient finalement exclus de la Société sans participer à la hausse susmentionnée. Le Conseil d'Administration est d'avis que ce risque est faible, car il ne peut être dans l'intérêt d'OEP d'investir ses ressources financières dans des mesures qui ne conduisent pas à la croissance de la Société et excluent la possibilité d'une sortie par le biais du marché des capitaux. Ceci est d'autant plus vrai que les fonds d'investissement privés ont généralement un horizon d'investissement limité. Néanmoins, un tel scénario ne peut être totalement exclu et doit être expliqué aux Actionnaires de Cicor.

(d) Pas de radiation de la cote et demande d'annulation des actions

Selon le Prospectus de l'Offre, OEP et le Groupe de l'Offrant n'ont pas l'intention de retirer les Actions Cicor de la cote. La présente Offre au prix minimum est faite uniquement en exécution de l'obligation statutaire de l'Offrant de faire une offre pour tous les titres de capital cotés de la Société, qui résulte du dépassement du seuil de 33 1/3% des droits de vote de Cicor en raison de la conversion de ses obligations convertibles obligatoires (les "**MCNs**") en 1'016'105 Actions Cicor le 29 novembre 2024.

Le Groupe de l'Offrant n'a pas l'intention de prendre le contrôle total de la Société ni de la retirer de la bourse. Dans le cas improbable où, après l'exécution de l'Offre, OEP détiendrait plus de 98% des droits de vote de Cicor, l'Offrant demandera, conformément au Prospectus d'Offre, l'annulation des Actions Cicor encore détenues par le public, en vertu de l'art. 137 LIMF. Toutefois, ce scénario n'est en aucun cas l'intention de l'Offrant.

(e) Orientation stratégique

Conformément au Prospectus de l'Offre, OEP, respectivement le Groupe de l'Offrant, n'ont pas l'intention de modifier l'orientation stratégique de Cicor ou la composition du Conseil d'Administration ou de la direction du groupe. Le Comité (tel que défini ci-dessous) note que le Groupe de l'Offrant est d'avis que sa participation de plus de 33 1/3% dans Cicor offre une flexibilité supplémentaire pour mettre en œuvre des mesures visant à optimiser la structure du capital de Cicor.

(f) Conclusion

Sur la base des considérations résumées ci-dessus, le Comité du Conseil d'Administration recommande à l'unanimité aux Actionnaires de Cicor de ne pas apporter leurs Actions Cicor à l'Offre.

### **9.3 Accords**

Cicor n'a conclu aucun accord avec le Groupe de l'Offrant en ce qui concerne l'Offre.

### **9.4 Conflits d'intérêts éventuels des membres du conseil d'administration**

(a) Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé des personnes suivantes :

- Daniel Frutig, président du Conseil d'Administration ;
- Norma Catherine Corio,
- Denise Koopmans ; et
- Konstantin Ryzhkov.

Jusqu'en août 2022, Norma Catherine Corio était Senior Managing Director et membre du comité d'investissement de One Equity Partners, une société américaine de capital-investissement qui fait partie du Groupe de l'Offrant. Outre son poste de membre du Conseil d'Administration de Cicor, Norma Catherine Corio est également membre du conseil d'administration des sociétés du portefeuille d'OEP, à savoir Omni Environmental Solutions et Wood Technologies International. Bien que les sociétés de portefeuille OEP susmentionnées aient des relations d'affaires significatives avec la société mère ultime de l'Offrant et donc avec une personne agissant de concert avec l'Offrant, le Conseil

d'Administration est d'avis que Mme Corio n'a pas de conflit d'intérêts en relation avec l'Offre. D'une part, il n'y a pas eu de relation de travail directe entre Norma Catherine Corio et une société du Groupe de l'Offrant depuis son départ de One Equity Partners en 2022 au plus tard, et d'autre part, il n'y a pas de dépendance économique vis-à-vis d'une entité du Groupe de l'Offrant. En outre, tout conflit d'intérêts potentiel de Mme Corio, le cas échéant, ne serait pas au détriment des destinataires de l'Offre, étant donné que le Conseil d'Administration fonde son évaluation de l'Offre sur une fairness opinion.

Konstantin Ryzhkov est membre du Conseil d'Administration de Cicor et est également partenaire de One Equity Partners depuis 2017. En tant qu'associé, Konstantin Ryzhkov participe directement au succès commercial de One Equity Partners. Dans sa position de leader chez One Equity Partners, Konstantin Ryzhkov a également joué un rôle déterminant dans l'investissement stratégique de One Equity Partners dans Cicor en 2021. En raison des relations d'affaires importantes de Konstantin Ryzhkov avec l'Offrant et le Groupe de l'Offrant, respectivement, il a un conflit d'intérêts potentiel en ce qui concerne l'Offre. Konstantin Ryzhkov n'a pas participé aux délibérations et aux décisions du Conseil d'Administration relatives à l'offre publique d'achat de l'Offrant en raison de ses relations d'affaires avec le Groupe de l'Offrant.

Daniel Frutig et Denise Koopmans n'ont aucune relation contractuelle ou autre avec l'Offrant ou toute personne agissant de concert avec l'Offrant. Bien que Daniel Frutig et Denise Koopmans aient été (également) élus au Conseil d'Administration par les votes de l'Offrant en tant qu'actionnaire ancre de Cicor, ils n'ont pas de conflit d'intérêts en relation avec l'Offre puisque leur élection et leur réélection annuelle ont été proposées par l'ensemble du Conseil d'Administration (et pas seulement par l'Offrant).

Afin de résoudre les conflits d'intérêts potentiels, le Conseil d'Administration a chargé la société IFBC AG de préparer une fairness opinion (voir section 9.2(a) ci-dessus). En outre, le 26 septembre 2024, le Conseil d'Administration a constitué un comité indépendant composé des membres indépendants du Conseil d'Administration Daniel Frutig, Norma Catherine Corio et Denise Koopmans (le "**Comité**"). Le Comité a été chargé, entre autres, de superviser l'opération pour le compte de la Société, d'examiner les conditions de

l'opération, de préparer le rapport des administrateurs et d'approuver les annonces relatives à l'Offre.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessus ou ailleurs dans le présent rapport (y compris la présente section (a)), aucun membre du Conseil d'administration (i) n'a conclu d'accord contractuel ou d'autre relation avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant, ou (ii) n'exerce son mandat au sein du Conseil d'Administration conformément aux instructions de l'Offrant ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrant. En outre, les membres indépendants du Conseil d'Administration (à l'exception de Norma Catherine Corio) ne sont pas des employés ou des membres des organes de direction (i) d'une société contrôlée par l'Offrant ou par une personne agissant de concert avec l'Offrant, ou (ii) d'une société qui entretient des relations d'affaires importantes avec l'Offrant ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrant .

Le Conseil d'Administration a pris note du fait que les mandats de tous les membres du Conseil d'Administration de Cicor se poursuivront aux conditions existantes après la réalisation de la présente Offre. En outre, il n'existe aucun accord prévoyant des indemnités de départ de quelque nature que ce soit au sein de la Société.

(b) Direction

La direction de Cicor (la "**Direction**") est composée des personnes suivantes :

- Alexander Hagemann, directeur général ;
- Peter Neumann, directeur financier ; et
- Marco Kechele, vice-président exécutif des opérations.

Aucun membre de la Direction n'a conclu d'accord contractuel ou autre avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception du plan d'incitation financé par l'OEP pour les membres de la Direction, comme indiqué dans le rapport annuel et mentionné ci-dessous), et il n'y a actuellement aucune intention de conclure d'autres accords ou relations de ce type. Les membres de la Direction ne sont ni employés ni membres d'un organe de l'Offrant ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrant ou de sociétés qui entretiennent des relations d'affaires importantes avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant.

## **9.5 Conséquences financières de l'Offre pour les membres du Conseil d'Administration et de la Direction**

- (a) Rémunération des membres du Conseil d'Administration et plans de participation des salariés

Les membres du Conseil d'Administration reçoivent une rémunération fixe pour leur travail en tant que membres du Conseil d'Administration, qui se compose à la fois d'espèces et d'unités d'actions restreintes (**RSU**). Une RSU donne droit à une Action Cicor. En outre, les membres du Conseil d'Administration reçoivent une rémunération en espèces pour leur participation aux comités de la Société.

La rémunération en espèces est versée aux membres du Conseil d'Administration sur une base trimestrielle.

L'attribution des RSU aux membres du Conseil d'Administration, qui représente leur droit à recevoir des Actions Cicor, a lieu au début de leur mandat, généralement le premier jour de bourse suivant l'assemblée générale annuelle, qui marque le début de leur mandat. Le nombre de RSU attribuées aux membres du Conseil d'Administration est déterminé en divisant le montant de leur rémunération brute respective par le cours de clôture moyen de l'Action Cicor au cours des dix derniers jours de bourse précédant immédiatement l'assemblée générale annuelle. Les RSU attribuées aux membres du Conseil d'Administration sont réglées en Actions Cicor après la fin de leur mandat, et sont généralement transférées aux bénéficiaires le premier jour de bourse suivant l'assemblée générale annuelle, qui marque la fin de leur mandat. Les Actions Cicor sont ensuite soumises à une période de blocage de trois ans pendant laquelle elles ne peuvent être vendues ou cédées d'une autre manière.

Ni la composante en espèces de la rémunération du Conseil d'Administration, ni la composante en actions de la rémunération sous forme de RSU n'ont été modifiées dans le cadre de l'Offre.

Au moment de la rédaction du présent rapport, les membres du Conseil d'Administration détiennent le nombre suivant d'Actions Cicor et de droits à des Actions Cicor sous forme de RSU:

	<b>Actions Cicor</b>	<b>RSU</b>
Daniel Frutig	7'039	1'962
Norma Catherine Corio*	493	785
Denise Koopmans	900	785
Konstantin Ryzhkov*	-	-

\*Norma Corio et Konstantin Ryzhkov ont renoncé à leur rémunération pour le mandat 2022/2023. En outre, Konstantin Ryzhkov a renoncé à sa rémunération pour le mandat 2023/2024.

En dehors de leur qualité d'Actionnaires de Cicor, l'Offre n'a pas d'impact financier sur les membres du Conseil d'Administration.

(b) Direction

En plus de leur rémunération de base fixe, les membres de la Direction reçoivent une prime variable dont le montant dépend de la réalisation de certains objectifs financiers et individuels dans le cadre d'un plan d'incitation à court terme (**STIP**). Le comité de rémunération détermine si et dans quelle mesure les objectifs du STIP ont été atteints, confirme le montant maximum des primes à verser au titre du STIP et fait une recommandation au Conseil d'Administration qui prend la décision finale sur le paiement de la prime aux membres de la Direction.

En outre, tous les membres de la Direction participent à deux programmes de participation à long terme des employés.

Dans le cadre du plan d'actions de performance (**PSP**), qui est entré en vigueur le 1er janvier 2022, des membres sélectionnés de la direction mondiale de Cicor (y compris la Direction et environ 50 cadres clés dans le monde) se voient attribuer des unités d'actions de performance (**PSU**), généralement le 1er janvier de chaque année, qui leur permettent de recevoir gratuitement des Actions Cicor à la fin de la période de performance de trois ans (**période de performance**). Chaque PSU acquise donne au participant le droit de recevoir une Action Cicor qui, conformément aux dispositions du PSP, est transférée sur le compte-titres individuel du participant à la date de livraison des actions désignée. Le nombre d'UAP acquises à la fin de la période de performance de trois ans, et donc le nombre d'Actions

Cicor à transférer aux membres de la Direction, dépendent de la mesure dans laquelle les conditions de performance définies dans le PSP sont remplies au cours des trois années de la période de performance. Par conséquent, il peut y avoir des différences entre le nombre d'UAP attribuées et le nombre d'UAP acquises.

Dans le cadre du plan d'options sur action basé sur la performance (**PSOP**), qui est également entré en vigueur le 1er janvier 2022, les membres de la Direction se voient attribuer des Performance Stock Options (**PSO**), généralement le 1er janvier de chaque année. Ces options permettent aux participants d'acheter des Actions Cicor à la fin d'une période de performance de trois ans. Chaque PSO acquise permet aux bénéficiaires d'acquérir une Action Cicor en échange du paiement du prix d'exercice prédéterminé. Le comité de nomination et de rémunération du Conseil d'Administration, en collaboration avec Obermatt AG, l'entité chargée de l'administration des plans d'incitation à long terme, évalue dans quelle mesure les PSO octroyées aux membres de la Direction ont été acquises à la fin de la période de performance, sur la base de la réalisation des conditions de performance énoncées dans le PSOP. À cet égard, le nombre d'PSO effectivement acquises peut différer du nombre d'PSO attribuées à l'origine aux membres de la Direction.

Au moment de la publication du présent rapport, les PSU et PSO octroyés aux membres de la Direction en 2022 n'ont pas encore été acquis, étant donné que la période de performance de trois ans pour ces PSU et PSO ne se termine pas avant le 31 décembre 2024. En raison de la forte performance de Cicor depuis 2022 et de la (sur)réalisation des critères de performance stipulés dans le PSUP, il est prévu que les plans PSU 2022-2024 et 2023-2025 soient au moins partiellement acquis. Aucune déclaration ne peut être faite dans le présent rapport quant à la question de savoir si et dans quelle mesure les membres de la Direction ont le droit de recevoir ou d'acheter des Actions Cicor dans le cadre du PSOP.

Le nombre d'Actions Cicor détenues par les membres de la Direction à la date du présent rapport est indiqué dans le tableau ci-dessous :

	<b>Actions Cicor</b>	<b>Blocage des UAP</b>	<b>PSO bloquées</b>
Alexander Hagemann	13'997	9'611	35'282



Peter Neumann	1'000	4'920	18'177
Marco Kechele	-	3'961	14'653

Si, à la suite de l'exécution de l'Offre, l'Offrant acquiert plus de 50% des droits de vote de Cicor, cela constituerait un changement de contrôle au sens du PSP et du PSOP. Par conséquent, les effets juridiques décrits à l'article 18 du PSP et à l'article 18 du PSOP, respectivement, seraient déclenchés. En cas de changement de contrôle, les PSO et PSU attribués aux membres de la Direction seront acquis avec effet à la date effective du changement de contrôle. Le nombre de PSO et PSU acquis sera calculé *au pro rata temporis*, en tenant compte de la période de performance raccourcie. Comme le Conseil d'Administration considère que la possibilité d'un changement de contrôle n'est pas totalement invraisemblable, il a, par résolution du 4 novembre 2024, incorporé une disposition dans le PSP et le PSOP, selon laquelle les conséquences juridiques décrites à l'article 18 du PSP et à l'article 18 du PSOP, respectivement, ne s'appliqueront pas dans le cas où l'employé ne serait pas en mesure d'exercer son droit de vote, ne s'appliquent pas dans le cas où le changement de contrôle se produit à la suite du règlement de la présente Offre, à moins que l'Offre ou d'autres circonstances à une date ultérieure fassent en sorte que la participation de l'Offrant soit de 90% ou plus, auquel cas tous les droits à la livraison d'Actions Cicor qui sont en circulation à la date effective du changement de contrôle seront convertis en droits à recevoir des règlements en espèces.

En dehors de leur qualité d'Actionnaires de Cicor et des conséquences éventuelles décrites ci-dessus, qui sont évitées par l'ajustement du PSP et du PSOP, l'Offre n'a pas d'impact financier sur les membres de la Direction.

Le plan d'incitation des cadres (**MIP**) décrit dans le rapport annuel, qui est financé exclusivement par OEP mais administré par le Conseil d'Administration, n'est pas affecté par l'Offre. Dans le cadre de ce plan, les membres du Conseil d'Administration qui participent aux deux programmes de participation des employés avaient la possibilité d'acquérir des droits à la plus-value des actions (**SARs**) à CHF 1.00 par SAR. Lors de la sortie complète d'OEP, un SAR paie la différence entre le prix de sortie moyen pondéré reçu par

OEP par Action Cicor et le prix de référence de l'action, qui est fixé à CHF 60.00 par action, moins les coûts encourus par OEP pour maintenir le MIP.

(c) Rémunération et avantages

En dehors de la rémunération décrite ci-dessus, les membres du Conseil d'Administration et de la Direction ne reçoivent aucune rémunération ou avantage en rapport avec l'Offre.

## 9.6 Intentions des principaux actionnaires de Cicor

A la connaissance du Conseil d'Administration, les actionnaires suivants détiennent plus de 3% des droits de vote de Cicor au moment de la publication de ce rapport (en tenant compte des MCNs déjà converties à la date du présent rapport):

Bénéficiaire effectif	Actionnaires directs	Participation*
OEP VIII GP, L.L.C.	OEP 80 B.V.	41.01%
Cicor Technologies Ltd.		-
LLB Swiss Investment AG		4.09%

\*sur la base du nombre d'actions inscrit au Registre du Commerce le 11 décembre 2024.

OEP n'apportera pas leurs Actions Cicor à l'Offre. Les intentions des autres actionnaires ne sont pas connues par le Conseil d'Administration. Les actions propres tenues par Cicor n'octroient aucun droit de vote.

À la date du présent rapport, 54'805 MCNs du total de 60,188 émises ont déjà été converties (y compris les MCNs de l'Offreur). La Société a par conséquent nouvellement émis 1'153'777 Actions Cicor de son capital conditionnel. À la date du présent rapport, sur le total de 1'153'777 nouvelles Actions Cicor émises, 10'609 Actions Cicor ne sont pas encore inscrites au registre du commerce.

En conséquence, le capital-actions effectivement émis de la Société au 11 décembre 2024 s'élevait à CHF45'649'460.00, divisé en 4'564'946 Actions Cicor.

À la suite de l'inscription des Actions Cicor nouvellement émises au registre du commerce, l'Offreur disposera 40.92% et LLB Swiss Investment AG 4.08% des droits de vote en Cicor, sur la base d'un nombre total de 4'564'946 Actions Cicor effectivement émises.

### **9.7 Mesures de défense conformément à l'art. 132 al. 2 LIMF**

Le Conseil d'Administration n'a pas pris de mesures de défense contre l'Offre et n'a pas l'intention de prendre des mesures de défense à l'avenir ou de proposer l'adoption de telles mesures lors d'une assemblée générale annuelle ou d'une assemblée générale extraordinaire.

### **9.8 Rapports financiers, informations sur les changements significatifs de l'actif net, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des perspectives d'activité**

Les états financiers annuels consolidés de Cicor au 31 décembre 2023 et le rapport semestriel consolidé au 30 juin 2024 peuvent être consultés sur le site web de Cicor (<https://www.cicor.com/de/investoren/berichte/>). En outre, la mise à jour complémentaire des activités publiée par Cicor pour le troisième trimestre 2024 peut être consultée sur le site web susmentionné.

A l'exception de la transaction sous-jacente à ce rapport et sauf si cela a été divulgué avant ou à la date de ce rapport (y compris dans ce rapport), le Conseil d'Administration n'a pas connaissance de changements importants dans l'actif net, la situation financière, les résultats d'exploitation ou les perspectives commerciales de Cicor depuis le 30 juin 2024 qui pourraient affecter la décision des Actionnaires de Cicor concernant l'Offre.

Boudry, 11 décembre 2024

Pour le Conseil d'Administration de Cicor

Daniel Frutig, Norma Catherine Corio et Denise Koopmans

## **10. DROITS DES ACTIONNAIRES DE CICOR**

### **10.1 Demande d'obtention de la qualité de partie (article 57 OOPA)**

Les actionnaires de Cicor qui peuvent prouver qu'ils détiennent au moins 3% des droits de vote de Cicor, exerçables ou non (une "**Participation Qualifiée**"), depuis le 12 décembre 2024 (chacun un "**Actionnaire Qualifié**"), se verront accorder la qualité de partie à procédure s'ils déposent une demande respective auprès de la COPA. La demande d'un Actionnaire Qualifié doit être reçue par la COPA (*Stockerstrasse 54, 8002 Zurich; info@takeover.ch*) dans un délai de cinq (5) Jours de Bourse à compter de la date de publication du Prospectus d'Offre. Le premier Jour de Bourse suivant la publication de la décision de la COPA sur le site Internet de la COPA sera le premier jour de la période de dépôt. Parallèlement à la demande, le demandeur doit fournir la preuve de sa Participation Qualifiée. La COPA peut demander à tout moment la preuve du maintien de la Participation Qualifiée de l'Actionnaire Qualifié. La qualité de partie d'un Actionnaire Qualifié sera maintenue pour toute autre décision de la COPA relative à l'Offre, à condition que l'Actionnaire Qualifié continue à détenir une Participation Qualifiée.

### **10.2 Opposition (article 58 OOPA)**

Un Actionnaire Qualifié, qui n'a pas encore participé à la procédure, peut faire opposition contre la décision de la COPA relative à l'Offre. L'opposition doit être déposée auprès de la COPA (*Stockerstrasse 54, 8002 Zurich; info@takeover.ch*) dans un délai de cinq (5) Jours de Bourse à compter de la date de publication de la décision de la COPA. Le premier Jour de Bourse après la publication de la décision de la COPA sur le site internet de la COPA sera le premier jour de la période de dépôt. L'opposition doit contenir une requête, des motifs sommaires et la preuve de la Participation Qualifiée.

## **11. EXÉCUTION DE L'OFFRE**

### **11.1 Information; Acceptation de l'Offre**

Les détenteurs d'Actions Cicor qui détiennent leurs actions sur un compte de dépôt seront informés de la procédure d'acceptation de l'Offre par leur banque dépositaire et devront agir conformément à ces instructions. Les détenteurs d'Actions Cicor qui détiennent leurs Actions Cicor en leur propre possession auprès du teneur de registre (par exemple à domicile ou dans un coffre-fort bancaire sous forme de certificat) ou sur un compte (par exemple un compte bloqué) auprès du teneur de registre de Cicor (chacun étant un "**Détenteur Alternatif**", (*Heimverwahrer*)) recevront des informations sur la procédure d'acceptation de l'Offre de la part de Cicor et/ou du teneur de registre de Cicor, Computershare Schweiz AG, et sont priés de suivre les instructions respectives.

### **11.2 Offer Manager**

L'Offrant a mandaté Helvetische Bank AG (le "**Offer Manager**") pour l'exécution de l'Offre.

### **11.3 Actions Cicor présentées à l'acceptation**

Les Actions Cicor présentées à l'acceptation de l'Offrant seront bloquées par la banque dépositaire et ne pourront plus être négociées.

### **11.4 Paiement du Prix de l'Offre; Date de l'Exécution**

Le Prix de l'Offre pour les Actions Cicor qui auront été valablement apportées pendant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation devrait être payé à la Date de l'Exécution, prévue le 28 février 2025, selon le calendrier indicatif figurant à la section 14 (*CALENDRIER INDICATIF*). En cas de prolongation du Délai de Carence par la COPA, une prolongation de la Période d'Offre conformément à la section 3.5 (Période d'Offre ) ou d'un Report de l'Exécution conformément à la section 3.9 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*), l'Exécution sera reporté en conséquence, en particulier si les approbations (voir la Condition de l'Offre (a) (*Approbations de l'offre publique d'acquisition*) en vertu de la section 3.7 (*Conditions de l'Offre*)) sont en suspens ou si les périodes d'attente n'ont pas encore expiré à la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation.

## **12. COÛTS ET FRAIS; FISCALITÉ; CONSÉQUENCES FISCALES GÉNÉRALES POUR LES ACTIONNAIRES ACCEPTANTS ET NON ACCEPTANTS**

### **12.1 Coûts et frais**

Pendant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation, l'apport juridiquement valable d'Actions Cicor qui sont déposées auprès de banques en Suisse est exempt de frais et de charges.

### **12.2 Droit de timbre sur le chiffre d'affaires des titres suisses**

Tout droit de timbre de négociation suisse résultant de la vente ultérieure d'Actions Cicor dans le cadre de l'Offre sera supporté par l'Offrant.

### **12.3 Fiscalité suisse**

Il est expressément conseillé à tous les actionnaires d'Actions Cicor et à toute autre personne ayant des droits économiques d'Actions Cicor de consulter leurs propres conseillers fiscaux en ce qui concerne les conséquences fiscales suisses et étrangères de l'Offre et de son acceptation ou de sa non-acceptation.

D'une manière générale, les conséquences fiscales suisses suivantes sont susceptibles de se produire pour les actionnaires des Actions Cicor:

- (a) Conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui apportent leurs Actions Cicor dans le cadre de l'Offre

Pour les actionnaires de Cicor qui ont leur domicile fiscal en Suisse et qui apportent leurs Actions Cicor dans le cadre de l'Offre, les conséquences sur l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques et morales sont susceptibles d'être les suivants:

- (i) Conformément aux principes généraux du droit suisse en matière d'impôt sur le revenu, les actionnaires qui détiennent leurs Actions Cicor dans leur fortune privée (*Privatvermögen*) et qui apportent leurs Actions Cicor dans le cadre de l'Offre réalisent un gain en capital privé non imposable, ou, le cas échéant, subissent une perte en capital non déductible fiscalement.
- (ii) Les actionnaires qui détiennent leurs Actions Cicor dans leur fortune

commerciale (*Geschäftsvermögen*) et qui les apportent dans le cadre de l'Offre réaliseront, conformément aux principes généraux du droit suisse en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques et morales, un gain en capital imposable, ou, le cas échéant, une perte en capital déductible de l'impôt, sur la base de la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice de leurs Actions Cicor. Ces conséquences fiscales s'appliquent également aux personnes physiques qualifiantes aux fins de l'impôt sur le revenu comme commerçants professionnels de titres (*gewerbsmässige Wertschriftenhändler*).

Les actionnaires qui ne sont pas résidents fiscaux en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu des personnes physiques et morales, sauf si leurs Actions Cicor sont attribuables à une entreprise (*Betriebsstätte*) ou un établissement stable en Suisse. La vente d'Actions Cicor dans le cadre de la présente Offre n'entraînera en général aucun impôt anticipé suisse, quelle que soit la résidence fiscale de l'actionnaire qui accepte l'Offre.

- (b) Conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui n'apportent pas leurs Actions Cicor dans le cadre de l'Offre

L'Offrant n'a pas l'intention de décoté la Société. Toutefois, dans le cas peu probable où l'Offrant détiendrait plus de 98% des droits de vote de la Société après l'Exécution, l'Offrant a l'intention de demander l'annulation des Actions Cicor restantes détenues par le public, conformément à l'article 137 LIMF. Dans ce cas, les conséquences fiscales suisses pour les détenteurs d'Actions Cicor seront les mêmes que s'ils avaient apporté leurs Actions Cicor dans le cadre de l'Offre (voir ci-dessus).

Si l'Offrant détiendrait entre 90% et 98% des droits de vote de la Société après l'Exécution, l'Offrant se réserve le droit de soumettre à l'assemblée générale de la Société une proposition de fusion avec la Société, ou de fusion de la Société avec une société suisse directement ou indirectement contrôlée par l'Offrant, dans chaque cas conformément à l'article 8 al. 2 et à l'article 18 al. 5 de la Loi sur la fusion, en vertu de

laquelle les actionnaires minoritaires restants seraient indemnisés (en espèces ou autrement) et ne recevraient pas d'actions de la société survivante. Le dédommagement versé aux actionnaires minoritaires restants de Cicor peut (indépendamment de leur résidence fiscale), dans le cadre de la fusion avec retrait obligatoire, selon la structure de la fusion avec retrait obligatoire, être soumise à l'impôt anticipé suisse de 35% sur la différence entre (i) le montant du dédommagement et (ii) la somme de la valeur nominale des Actions Cicor concernées et de la part proportionnelle des réserves de Cicor issues d'apports de capital attribuables aux Actions Cicor respectives. Sur demande et dépendant, notamment, du statut fiscal, de la résidence fiscale et des déclarations fiscales de l'actionnaire Cicor respectif, l'impôt anticipé peut, le cas échéant, être entièrement, partiellement ou pas du tout remboursable.

En outre, en cas et dépendant de la structure de la fusion avec retrait obligatoire, les conséquences sur l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques et morales qui sont résidents fiscaux en Suisse sont susceptibles d'être les suivants:

- (i) Les actionnaires qui détiennent leurs Actions Cicor dans leurs fortunes privées (*Privatvermögen*) peuvent réaliser un revenu imposable sur la différence entre (i) le montant du dédommagement et (ii) la somme de la valeur nominale des Actions Cicor concernées et de la part proportionnelle des réserves de Cicor issues d'apports de capital (*Reserven aus Kapitaleinlagen*) attribuables aux Actions Cicor respectives (*Liquidationsüberschuss*).
- (ii) Les actionnaires qui détiennent leurs Actions Cicor dans leurs fortunes commerciales (*Geschäftsvermögen*), par exemple en tant que commerçant professionnel de titres (*gewerbsmässige Wertschriftenhändler*), réalisent un gain en capital imposable, ou, le cas échéant, une perte en capital fiscalement déductible sur la base de la valeur déterminate pour l'impôt sur le revenu de leurs Actions Cicor, conformément aux principes généraux du droit suisse en matière de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le bénéfice.



Les actionnaires qui ne sont pas résidents fiscaux en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu des personnes physiques ou morales, sauf si leurs Actions Cicor sont attribuables à une entreprise (*Betriebsstätte*) ou un établissement stable en Suisse.

Si l'Offrant n'opte pas pour une décotation de Cicor, les actionnaires qui ne vendront pas leurs actions dans le cadre de l'Offre resteront soumis au régime fiscal antérieur.

### **13. DROIT APPLICABLE ET FOR**

L'Offre, ainsi que tous les droits et obligations découlant de l'Offre ou en rapport avec celle-ci, sont régis et interprétés conformément au droit matériel suisse, sans donner effet à un choix de loi ou à une disposition ou règle de conflit de lois qui entraînerait l'application des lois d'une juridiction autre que la Suisse. Zurich 1, Suisse, est le lieu de juridiction exclusif pour tous les litiges découlant de l'Offre ou en rapport avec celle-ci.

### **14. CALENDRIER INDICATIF**

12 décembre 2024	Publication du Prospectus d'Offre
13 décembre 2024	Début du Délai de Carence
3 janvier 2025	Fin du Délai de Carence
6 janvier 2025	Début de la Période d'Offre
31 janvier 2025	Fin de la Période d'Offre, 16h00 HEC*.
3 février 2025	Publication du résultat intermédiaire provisoire*.
6 février 2025	Publication du résultat intermédiaires définitif*
7 février 2025	Début du Délai Supplémentaire d'Acceptation*
20 février 2025	Fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation, 16h00 HEC*.
21 février 2025	Publication du résultat final provisoire*
26 février 2025	Publication du résultat final définitif*
28 février 2025	Exécution de l'Offre*

\* L'Offrant se réserve le droit de prolonger la période d'offre conformément à l'article 3.6 (*Délai Supplémentaire d'Acceptation*), une ou plusieurs fois, auquel cas les dates susmentionnées seront reportées en conséquence. En outre, l'Offrant se réserve le droit de reporter l'Exécution conformément à la section 3.9 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*), en particulier si certaines approbations sont en suspens ou si les périodes d'attente n'ont pas encore expiré.

## 15. NUMÉROS DE SÉCURITÉ

	Numéro de valeur	ISIN	Symbole
<b>Cicor Technologies SA</b>	870219	CH0008702190	CICN

## 16. DOCUMENTATION DE L'OFFRE

Le Prospectus d'Offre peut être obtenu gratuitement (en allemand, français et anglais) auprès de la Helvetische Bank AG (par e-mail à [prospectus@helvetischebank.ch](mailto:prospectus@helvetischebank.ch) ou par téléphone au +41 44 204 56 19).

Le Prospectus d'Offre et d'autres informations concernant l'Offre sont également disponibles à l'adresse <https://www.takeover.ch/> et à l'adresse <https://www.cicor-offer.ch/>.

---

Conseiller financier et Offer Manager

Helvetische Bank AG